

# UNE HÉTÉRODOXIE CRITIQUE, CONSTRUCTIVISTE ET MARXISTE

Gérard DUMÉNIL et Dominique LÉVY  
MODEM-CNRS et CEPREMAP-CNRS

---

*Version: 15 février 1999. Ce texte a été préparé en vue de la journée d'étude L'hétérodoxie en économie politique, organisée par l'Atelier de Recherches Théoriques (ISMEA), qui s'est tenue à l'Université de Marne la Vallée, les 16 et 17 Novembre 1995. Une version abrégée a été publiée dans Économie et Sociétés (Série Débats), 1996, XXX(9), p. 183-192*

Adresse : CEPREMAP, 142 rue du Chevaleret, 75013 Paris, France.  
Tél : 01 40 77 84 13, Fax : 01 44 24 38 57  
E-mail : dominique.levy@cepremap.cnrs.fr, gerard.dumenil@u-paris10.fr

## RÉSUMÉ

### UNE HÉTÉRODOXIE CRITIQUE, CONSTRUCTIVISTE ET MARXISTE

Partant des nombreuses critiques qui ont été apportées à l'orthodoxie économique, on retrouve les deux thèses de Marx concernant le caractère apologétique de l'économie dominante et sa répulsion vis-à-vis du concept de "tendance historique", derrière lequel se profile la notion de mutation des rapports de production. On défend une vision constructiviste de l'hétérodoxie privilégiant le développement d'une microéconomie alternative, dans laquelle équilibre et déséquilibre sont traités à part égale, et un retour à l'analyse des grandes tendances historiques du mode de production capitaliste. Une hétérodoxie conséquente, qui rompt véritablement avec l'apologétique, renoue presque inévitablement avec l'analyse marxiste, qu'il s'agisse des processus concurrentiels, des tendances, des classes ou, plus généralement, des mutations du capitalisme.

## ABSTRACT

### A CRITICAL, CONSTRUCTIVIST, AND MARXIST HETERODOXY

Beginning with a brief review of the numerous criticisms addressed to neoclassical economics, this paper emphasizes Marx's main two criticisms of what he used to call "vulgar economics", concerning its apologetic character and its repugnance vis-à-vis the notion of historical tendencies—which is too closely linked to that of the mutation of production relations. We advocate a constructive approach to heterodox economics, in which equilibrium and disequilibrium are treated on the same footing, and which rekindles Marx's analysis of historical tendencies in capitalism. Consistent heterodox economics necessarily builds on marxist foundations, whatever the field considered: competition, tendencies, class patterns or, at a broader level of analysis, the metamorphoses of capitalism.

Pour des économistes qui se réclament de l'hétérodoxie en cette fin de siècle, l'histoire de l'introduction du terme dans la langue française est affligeante. Apparue au XVIII<sup>ème</sup> siècle pour faire pendant à l'orthodoxie, *la vraie doctrine*, *la vraie foi*, le terme a d'abord désigné *l'erreur de croyance ou d'opinion* pure et simple ; les choses ne se sont guère améliorées au XIX<sup>ème</sup> siècle alors que le sens dérivait vers celui d' "*anticonformisme en tout domaine*" (A. Rey, (sous la direction de) *Dictionnaire historique de la langue française*, Paris : Dictionnaire Le Robert, 1992, p. 1386) ! Qui, dans ces conditions, se réclamerait de l'hétérodoxie ? On rêvera que dans un siècle nos descendants liront que, dans le champ de l'économie tout au moins, la terminologie a continué d'évoluer, déplaçant la connotation péjorative originelle vers l'orthodoxie, jusqu'à finalement assimiler l'orthodoxie économique au *conformisme en tout domaine* et l'hétérodoxie au renouveau de la pensée économique !

Quoi qu'il en soit, l'hétérodoxie s'impose désormais comme une urgente nécessité, et cette étude énonce trois thèses à son propos. La première la définit comme critique de l'*apologétique* dominante ; la seconde souligne son caractère "*constructiviste*" et donc non exclusivement critique ; la troisième met en avant ses racines *marxistes*.

## 1 - AU-DELA DE L'APOLOGÉTIQUE

La critique de la pensée néoclassique a toujours beaucoup occupé les hétérodoxes ; pour certains mêmes, elle constitue un passe-temps favori.<sup>1</sup> Les argumentations les plus diverses ont été mises en avant, et il serait impossible d'en rendre compte ici de manière systématique. Quelques exemples seront cependant suffisants.

Une première critique, qu'on pourrait considérer comme fatale si elle était juste, a trait à la mise en cause de l'exactitude mathématique de la démonstration. C'est là le contenu de la critique néo-Ricardienne menée par Pierangelo Garegnani (P. Garegnani, *Il capitale nelle teorie della distribuzione*, Milano : Giuffrè, 1960), qui soutient que le modèle d'équilibre général walrasien est incohérent, ou ce qui revient au même, que cette cohérence ne peut être obtenue qu'au prix de l'hypothèse de l'existence d'un bien unique. Cette critique peut avoir une certaine pertinence vis-à-vis de certains modèles anciens, mais elle ne s'applique pas au modèle d'Arrow-Debreu.

Un second groupe de critiques concerne le cadre général dans lequel sont décrits les comportements. Un thème fréquemment traité est celui de la *rationalité*. On peut rattacher à cette attitude la critique de l'*homo œconomicus* par Herbert Simon ("Satisficing, Vol. 4", in J. Eatwell, M. Milgate, P. Newman (éds.), *The New Palgrave: A Dictionary of Economics*, Londres : The Macmillan Press, 1987, p. 243-245), qui plaide

---

1. Une mise au point terminologique est utile ici. Les hétérodoxes font un très large usage de l'expression *théorie néoclassique*. Ce terme semble propre à désigner une école de pensée (souvent identifiée, de façon plus ou moins discutable, avec le "marginalisme"). Par *walrasien*, nous entendons un ensemble de modèles d'équilibre avec apurement immédiat par les prix. La perspective néoclassique est plus large et moins strictement définie que ces modèles. Ses fondements sont walrasiens, et son point de vue est celui de la "libre entreprise" et du "laisser-faire". Les "Nouveaux Classiques" définissent une variété contemporaine de néoclassiques dans le champ de la macroéconomie. La *nouvelle orthodoxie*, qui regroupe également les "Nouveaux Keynésiens", fournit le cadre conceptuel et mathématique obligé. On peut la qualifier d'*économie dominante*.

en faveur de la reconstruction d’une théorie économique fondée sur une “*rationalité limitée*”. Si la critique de la microéconomie traditionnelle a été poussée très loin, la reconstruction de la théorie alternative est malheureusement restée largement au niveau du projet.

Non loin de ce groupe de critiques, on relève un vaste ensemble de travaux qui font à la microéconomie dominante le procès de son caractère *réducteur*, souvent lié à ce qu’il est convenu d’appeler “individualisme méthodologique”. Cette microéconomie donne une image totalement biaisée des comportements et des rapports sociaux qui les déterminent ; elle gomme les institutions, qui sont pourtant omniprésentes, même au cœur des mécanismes sur lesquels elle se concentre. Ainsi, Andrew Sayer et Richard Walker (*The New Social Economy, Reworking the Division of Labor*, Cambridge : Blackwell, 1992) se réfèrent aux marchés comme à des “*institutions d’échange*” (p. 124). D’un point de vue plus ouvertement marxiste, on reproche au modèle d’équilibre général de gommer la division de la société en classes et leur affrontement (G. De Bernis, “Une pensée classique moderne, un débat fondamental”, *Recherches Économiques de Louvain*, LXI (1995) p. 343-358).

Dans certains cas, l’argumentation vise un aspect plus spécifique et porte sur les *imperfections* de la théorie néoclassique. Compte tenu de la complexité du formalisme, les néoclassiques seraient confrontés à une alternative infernale : d’une part, rester fidèles aux principes fondamentaux (ayant trait à la rationalité et à la généralité des hypothèses) et s’en trouver réduits à l’impuissance, ou bien, d’autre part, simplifier et trahir outrageusement ces principes. Un premier exemple est celui de Carlo Benetti et Jean Cartelier qui reprochent à la théorie walrasienne son manque de généralité dans son traitement de la stabilité : le tâtonnement walrasien n’aboutit à l’équilibre que sous des hypothèses particulières, jugées *ad hoc*, sur les fonctions de demande (C. Benetti, J. Cartelier, “Une dynamique économique sans théorie?”, *Recherches Économiques de Louvain*, LXI (1995) p. 289-300). La critique de la méthode de l’*agent représentatif*, qui écarte tous les problèmes d’agrégation, constitue un second exemple. Enfin, on peut citer dans la même veine les critiques des modèles d’anticipation rationnelle. La modélisation de comportements rationnels et, en particulier, de l’hypothèse d’anticipation rationnelle—dans un univers où règnent le déséquilibre et l’incertitude, et où interagissent une multitude d’agents—seraient *beaucoup* trop compliquée. Les modèles qui ont été effectivement construits simplifient à l’extrême le cadre général et supposent que les agents, très souvent réduits au seul agent représentatif, connaissent le vrai modèle de l’économie et les lois de distribution des variables aléatoires...

Il existe enfin aux frontières de l’orthodoxie, un dernier type de critiques, qu’on peut regrouper sous le vocable de *critiques du grain de sable*. C’est là le territoire des Nouveaux Keynésiens, où s’élaborent les seules critiques qui soient tolérées au sein de la nouvelle orthodoxie. L’équilibre walrasien est un cadre fondamental qu’il ne faut pas rejeter, mais sophistiquer, afin de le rendre plus réaliste. Il s’agit des modèles de concurrence monopoliste ainsi que des modèles qui incorporent des rigidités ou des limites à l’information.

Sans adhérer nécessairement à toutes les formulations, ces critiques nous semblent toutes toucher à quelque faiblesse du paradigme dominant. Elles négligent cependant des aspects essentiels de l’analyse que Marx avait mise en avant. Il nous apparaît important de renouer ici avec les critiques de Marx, qui s’avèrent toujours pleinement d’actualité. Il s’agit, en premier lieu, du *caractère apologétique* de l’économie dominante et, en second lieu, de sa méfiance vis-à-vis de l’analyse des tendances historiques du

capitalisme, traduisant une répulsion radicale vis-à-vis de la notion de métamorphose des rapports de production.

Le choix des options théoriques fondamentales qui structurent la théorie néoclassique n'est pas le fait du simple hasard. Elles sont finalisées vers la démonstration du *premier théorème du bien-être*, selon lequel tout équilibre walrasien est un optimum. Cette démonstration est équivalente à l'affirmation que les intérêts privés et collectifs coïncident fondamentalement. La "démonstration" de cette propriété du capitalisme requiert, d'une part, que la description des comportements individuels soit faite en termes d'*optimisation*, et c'est pour cette raison que la notion est aussi essentielle à l'analyse néoclassique, et, d'autre part, que le déséquilibre soit banni de l'économie, car c'est lui qui rend possible l'échec du marché.

Pour les économistes néoclassiques, cette optimalité de l'équilibre est une propriété *inhérente* aux économies de marché. Si l'optimalité n'est pas obtenue, ce ne peut être que le résultat d'obstacles à la libre concurrence (dans sa forme walrasienne, c'est-à-dire "pure et parfaite"), et, si de tels obstacles existent, un autre équilibre est atteint, un équilibre *contraint*, sous-optimal. La liste de tels empêchements est longue : monopoles, information limitée, effets externes, coûts de transaction, coûts d'ajustement, réglementation et intervention de l'État. Dans une formulation rudimentaire, le remède est simple : tous les empêchements à la libre concurrence doivent être éliminés ; une flexibilité maximale doit être assurée pour tous les prix et toutes les quantités. Une fois tous ces obstacles écartés, l'économie reviendra spontanément d'un équilibre sous-optimal vers un équilibre optimal. L'équilibre walrasien est le contrefort théorique du *laisser-faire*, qui assigne un seul rôle à l'État, celui d'être le garant de la libre concurrence et de lever toutes les limitations au libre jeu du marché.

On comprend ainsi pourquoi les critiques des Nouveaux Keynésiens peuvent être tolérées au sein de la nouvelle orthodoxie, car elles prolongent davantage la démonstration walrasienne qu'elles ne la mettent en cause : pour se rapprocher de l'optimum, il faut veiller à la flexibilité, à la circulation de l'information, etc. Les économistes néoclassiques traditionnels décrivent l'état idéal, les Nouveaux Keynésiens, les obstacles à l'optimalité.

Ce biais apologétique de la microéconomie walrasienne est d'autant plus redoutable qu'il se combine à une prétention hégémonique. *A priori* tous les champs de la théorie économique, qu'il s'agisse de la concurrence, du cycle conjoncturel, de la croissance ou du changement technique, *devraient* être reformulés selon les postulats de la microéconomie. Le dernier avatar de cet hégémonisme est la théorie de la *croissance endogène* qui prétend réintégrer dans la matrice originelle de l'optimisation la croissance et le progrès technique. Mais cette ambition folle dépasse largement, comme on le sait, les territoires traditionnels de la théorie économique et a conduit les économistes à tenter de s'annexer, par exemple, les relations familiales ou sociales, ou les institutions en général.

Abstraction faite de la représentation biaisée des comportements et de la concurrence qui est à la base de la pensée néoclassique et qui fonde son caractère apologétique, on a mentionné une seconde caractéristique de l'économie dominante qui fait de l'hétérodoxie une nécessité. Il s'agit de cette *peur de l'histoire* sur laquelle Marx ironisait déjà dans *Le Capital*. Smith et Ricardo, à suivre Marx, étaient "saisis d'effroi", lorsqu'ils découvraient que la dynamique historique du capitalisme engendrait une loi, la tendance à la baisse du taux de profit, qui remettait en cause la permanence historique des rapports de production. Cette terreur ne s'est pas démentie.

L'orthodoxie ne se désintéresse pas de l'histoire économique, surtout aux États-Unis, mais sa lecture est très sélective et opère au travers d'une grille largement prédéfinie. En ce qui concerne, par exemple, le mouvement historique du taux de profit aux États-Unis, le "fait stylisé" qu'ont enregistré les historiens de l'économie est celui d'une *constance historique*. Depuis la guerre de Sécession, cette horizontalité cache pourtant trois sous-périodes aux caractéristiques tout à fait distinctes, correspondant approximativement aux dernières décennies du XIX<sup>ème</sup> siècle, à la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle et à la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. A la fin du XIX<sup>ème</sup> le taux de profit décroît sensiblement, ainsi que dans la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. Au cours de la période intermédiaire, il augmente (il fait même un "bond" pendant la seconde guerre mondiale). Ces mouvements ont été plus ou moins perçus par certains historiens, mais n'ont jamais reçu l'attention qu'ils méritaient. La hausse au cours de la seconde guerre mondiale est un phénomène majeur dont les conséquences ont été considérables, mais elle n'a jamais été sérieusement analysée.<sup>2</sup> Il en est de même de la relation entre la baisse du taux de profit à la fin des années soixante et la crise structurelle dans laquelle nos économies sont empêtrées. On peut trouver la trace de cette baisse du taux de profit aux États-Unis dans la littérature, mais son importance n'est pas reconnue et encore moins comprise. Ceci doit être relié au fait que l'orthodoxie a peu de choses à nous apprendre sur la crise contemporaine—sa survenue, une éventuelle sortie de crise—si l'on fait abstraction de la réaffirmation des recettes libérales ancestrales, qui auraient été efficaces dans le passé mythique d'une économie concurrentielle à ses débuts. Les politiques ont suivi leurs cours au nom de l'orthodoxie—privilegiant la lutte contre l'inflation et, plus tard, partant en guerre contre les rigidités et l'intervention étatique—et le coût de ce traitement orthodoxe d'une crise mal identifiée apparaît considérable.

Le concept de *tendance historique* des Classiques ne fait pas partie de l'outillage théorique orthodoxe, car il est porteur de notions de périodisation, de crise structurelle et de mutation qui sont à l'opposé des représentations dominantes. Le stéréotype orthodoxe est celui d'un paradis libéral, une économie de marché efficiente, dans laquelle l'initiative privée est reine, les prix flexibles et l'intervention de l'État limitée à la police de la concurrence. Les crises structurelles sont en général niées, ou vues comme les effets de déviations de ce cours normal des événements, et seul le retour à cette pureté originelle est susceptible d'y porter remède.<sup>3</sup>

Un exemple majeur de l'usage qui est fait de l'histoire économique par l'orthodoxie est le célèbre livre de Milton Friedman et Anna Schwartz (*A Monetary History of the United States, 1867-1960*, Princeton : Princeton University Press, 1963). Ayant collecté les études et les données avec tout le professionnalisme que l'on connaît, les auteurs décrivent la lente et difficile émergence du système monétaire américain, ainsi que le formidable choc de la crise de 1929 et de la dépression des années trente. Cette étude, qui couvre une période d'un siècle, ne débouche sur aucune périodisation générale. La thèse n'est pas que les institutions n'ont aucune importance—cette histoire est celle des institutions monétaires—mais l'évolution de ces institutions ne répond pas à des

2. Dans son commentaire de notre livre (G. Duménil, D. Lévy, *The Economics of the Profit Rate: Competition, Crises, and Historical Tendencies in Capitalism*, Aldershot : Edward Elgar, 1993) Duncan Foley s'étonne de cette observation : "Comment se fait-il que le grand bond en avant [...] ne soit pas une caractéristique primordiale de la description que d'autres économistes donnent du développement économique des États-Unis ?" (D. Foley, "Where do we go from here?", *Recherches Économiques de Louvain*, LXI (1995) p. 277-287, p. 10).

3. La notion de *stade* n'est pas étrangère à cette vision idyllique, mais ces stades ne sont que les phases successives d'une évolution vers la maturité, l'âge adulte.

transformations sous-jacentes, et l'enjeu principal du débat est celui de la sauvegarde d'un mode de fonctionnement idéal du système, qui doit être préservé et non perturbé. L'analyse de Friedman et Schwartz est tout à fait typique de ce point de vue : ils attribuent la crise de 1929 à une *erreur* de politique économique, et défendent la thèse d'une croissance régulière de la masse monétaire et d'absence de politique conjoncturelle. Bref l'histoire n'a pas de sens, dans les deux acceptions du terme : elle ne conduit le capitalisme à aucune métamorphose profonde, et elle ne se prête à aucune interprétation autre que triviale.

## 2 - CONSTRUIRE

L'hétérodoxie doit se concevoir comme une alternative à l'orthodoxie radicalement biaisée par sa vocation apologétique, celle de contrefort théorique du *laissez-faire*. Au-delà de la critique, l'hétérodoxie doit être *constructiviste*, c'est-à-dire qu'elle doit élaborer une théorie, produire des analyses et donner des interprétations. Dans ce travail, elle ne doit pas être à la remorque de la théorie dominante et doit jeter un regard critique sur tous les outils qu'elle lui emprunte.

Le compromis à l'intérieur de la nouvelle orthodoxie, qui est le fait d'économistes qui acceptent ses méthodes mais se prétendent hétérodoxes quant au fond, ne nous convainc pas. Comme on l'a dit, les fondements walrasiens imposent finalement leur logique, au-delà des déclarations de bonnes intentions hétérodoxes. C'est aux fondements eux-mêmes qu'il faut s'en prendre. Cette question des *fondements* constitue en fait une des difficultés majeures du projet hétérodoxe. Sur quoi construit-on ? Jusqu'à quel point les fondements sont-ils indispensables et doivent-ils être vus comme des préalables à l'analyse factuelle ? Les réponses à ces questions sont délicates, car elles sont nécessairement nuancées, à double face.

D'un premier point de vue, les fondements apparaissent indispensables. On peut se demander, par exemple, s'il est opportun de construire une microéconomie ou préférable de s'en passer pour aller directement à ce qui est jugé principal. La théorie keynésienne fournit une illustration parfaite de ce dilemme. Keynes lui-même tint à éviter le détour que constituait l'élaboration d'une microéconomie et prit, d'entrée de jeu, un point de vue global, macroéconomique. Cette démarche était justifiée par l'urgence de la situation, et l'histoire a montré qu'elle était bonne, puisque sa théorie connut le développement que l'on sait. Cependant, on peut aussi soutenir que cette absence de fondements microéconomiques représentait une faiblesse majeure de la théorie keynésienne. Au fil des synthèses — synthèse néoclassique aux États-Unis, théorie de déséquilibre en Europe, jusqu'à la nouvelle orthodoxie dont font partie les Nouveaux Keynésiens — la pensée keynésienne s'est fait "récupérer" par l'économie dominante.

D'une manière similaire, la théorie de la Régulation, après avoir flirté dans les tout premiers stades de son existence avec la théorie du déséquilibre, s'est élaborée indépendamment de toute microéconomie, dans le rejet implicite ou explicite de la microéconomie. Ceci lui vaut d'être réduite par ses critiques (en l'occurrence Edmond Malinvaud) au rang de "thèse sur l'histoire" (compte tenu de l'état présent de la théorie économique, ce jugement sonne pourtant comme un compliment).

D'un autre côté, il faut garder présent à l'esprit que, des fondements au fondamentalisme, il n'y a qu'un pas. Au sein de l'hétérodoxie, le désir de fondements dérive aisément vers le fondamentalisme. Les hétérodoxes peuvent, par exemple, être animé du désir de créer une microéconomie alternative susceptible de battre la microéconomie walrasienne sur son propre terrain, de résoudre ses problèmes non résolus. C'est ainsi, par exemple, que Carlo Benetti et Jean Cartelier abordent le problème de la coordination en termes de critique du tâtonnement walrasien, reprenant le flambeau brandi par des théoriciens comme Franklin Fisher (*Disequilibrium Foundations of Equilibrium Dynamics*, Cambridge : Cambridge University Press, 1983). Quel que soit le caractère attirant de l'entreprise, elle est porteuse d'un risque considérable, celui du rejet vers les générations futures (d'un futur quasi mythique) de la construction d'une économie alternative. Il existe une version marxiste du fondamentalisme, celle qui tente de faire dériver l'ensemble de la théorie d'un noyau originel : *la théorie de la valeur*. Cette théorie est bien un élément fondamental de l'analyse marxiste, mais elle n'explique pas tout. La démarche qui tend à faire sortir l'ensemble des concepts et lois d'un même chapeau, d'un coup de baguette magique, est *idéaliste*. Elle se méprend "fondamentalement" sur la nature du rapport entre le concept et son objet. Comme tous les fondamentalismes, elle condamne son adepte à tourner en rond éternellement autour du même arbre sans voir la forêt.

Afin d'illustrer cette démarche constructiviste à laquelle on se réfère ici, on va prendre tour à tour les deux exemples de la microéconomie et des tendances historiques qu'on a utilisés dans notre critique de l'économie dominante.

D'une manière à peine exagérée, on peut soutenir que les options orthodoxes nous suggèrent, en négatif, les contours de la microéconomie alternative qu'il nous faut construire. La microéconomie dominante privilégie l'équilibre par rapport au déséquilibre et surestime le rôle des prix. Les choix symétriques conduisent à traiter sur le même pied l'équilibre et le déséquilibre, ainsi qu'à redonner leur rôle aux ajustements par les quantités.

Dans leur désir de prouver l'optimalité, les néoclassiques sont conduits à surestimer le rôle des prix. La *loi de l'offre et de la demande* est poussée, dans le paradigme walrasien, jusqu'à l'extrême. Les prix s'ajustent au niveau qui assure l'apurement du marché (des marchés, car cette procédure est appliquée à tous les marchés, des divers produits, du travail, des titres, etc.). Ainsi le déséquilibre est complètement banni du champ économique.

La microéconomie que nous avons présentée dans d'autres travaux est à l'inverse de la théorie dominante, une *microéconomie de déséquilibre*, et elle est tout entière fondée sur l'*ajustement* (G. Duménil, D. Lévy, *The Economics of the Profit Rate*, *op. cit.* note 3). Les agents sont placés dans le déséquilibre (déséquilibre entre l'offre et la demande, écarts de rentabilité, différence entre production et capacités de production, inflation, etc.), perçoivent ces déséquilibres et modifient leurs comportements en réponse à ces signaux. Seules ces *réactions décentralisées aux déséquilibres* perçus par les agents individuels (souvent des institutions) permettent à nos économies de fonctionner. Ceci n'exclut ni le calcul économique, ni les anticipations, mais le jeu des actions, erreurs et corrections successives est finalement ce qui permet la coordination. Si les quantités produites correspondent à la demande (en moyenne), ce n'est pas parce qu'on a démontré mathématiquement qu'il existe un équilibre dans lequel offres et demandes sont égales, et qu'un agent mythique (le commissaire-priseur) calcule et annonce les prix d'équilibre ; ce n'est pas parce que la demande est connue par les entreprises avant



que la production soit mise en œuvre ; ce n'est pas parce que la demande est exactement anticipée par les agents. C'est grâce aux corrections successives des producteurs (à leurs réactions aux déséquilibres constatés sous la forme de stocks involontaires de marchandises invendues).

Dans cette microéconomie, la réaction aux déséquilibres et l'activité économique se déroulent selon la même séquence temporelle et forment une dynamique unique. L'équilibre est le résultat éventuel de la réaction des agents individuels à de véritables déséquilibres et peut être caractérisé comme un équilibre *ex post*. Dans la microéconomie d'équilibre dominante, l'activité économique est supposée ne se mettre en marche que lorsque les prix d'équilibre — quels que soient les équilibres considérés, walrasiens, non walrasiens, de concurrence monopolistique ou de la théorie des jeux — ont été déterminés de manière nécessairement centralisée (par le commissaire-priseur ou par l'assemblée générale de tous les agents comme dans la théorie des jeux), et ces prix sont caractéristiques d'un équilibre *ex ante*, c'est-à-dire déterminé avant que l'économie ne commence à fonctionner.

Ces différences méthodologiques avec les néoclassiques (équilibre contre déséquilibre, équilibre *ex ante* contre équilibre *ex post*, etc.) se prolongent dans des choix de toute première importance concernant les mécanismes économiques mis en avant. Les néoclassiques surestiment le rôle des prix et sous-estiment totalement les ajustements par les quantités. Dans l'étude de la concurrence, ceci les amène à "oublier" la *mobilité du capital*, qui permet un ajustement progressif de l'offre à la demande par un mécanisme de long terme, la variation des stocks de capitaux (qui était au cœur de la pensée classique). Cette différence de point de vue est bien traduite dans l'expression "économie de marché", qui est préférée à celle d'"économie capitaliste". Dans l'étude du court terme, il s'agit du refus de l'ajustement de l'offre à la demande, c'est-à-dire du taux d'utilisation des capacités de production au niveau de la demande (le principe fondamental de la théorie keynésienne).

Derrière l'élaboration d'une microéconomie alternative se trouvent au moins trois enjeux économiques considérables. Elle fournit, d'entrée de jeu, le cadre dans lequel peut être discuté le problème de la coordination des décisions d'un ensemble d'agents indépendants, la célèbre *main invisible* d'Adam Smith. Elle introduit à la thèse, chère à Smith, Ricardo et Marx, de l'efficacité de ces mécanismes concurrentiels, le point fort des économies capitalistes. Dans les économies capitalistes, les acheteurs solvables trouvent ce qu'ils désirent acquérir et les accumulations de stocks d'invendus dans des branches particulières sont rares.

Cette thèse recouvre la distinction entre ce que nous nommons *proportions* et *dimension*. Sur la base de la microéconomie de déséquilibre, on peut comprendre pourquoi la main invisible est efficace à certains points de vue et dans certaines circonstances, et ne l'est pas à d'autres... Elle est efficace dans la coordination des *proportions*, c'est-à-dire des valeurs relatives des variables entre les branches : prix relatifs, quantités relatives, investissements relatifs, etc. Ce qu'elle règle mal, c'est la question de la dimension, c'est-à-dire du niveau général d'activité. Dans des économies dans lesquelles la monnaie se crée (et se détruit) librement, ce problème doit être géré socialement, même par des institutions privées, selon des règles institutionnelles déterminées et en constante mutation. La stabilité du niveau général d'activité est régulièrement compromise et la production manifeste d'importantes fluctuations marquées par les épisodes de surchauffe et de récession.

Enfin, cette microéconomie alternative est également au cœur des problématiques de la concurrence. Là également les enjeux sont considérables. Des microéconomies

qui privilégient respectivement l'apurement des marchés par les prix ou la mobilité du capital ne posent pas le problème du caractère concurrentiel d'une économie dans les mêmes termes. Derrière ces questions se profile celle des périodisations du capitalisme par référence à des transformations des processus concurrentiels, un élément important des problématiques hétérodoxes, du *Stade Monopoliste* du capitalisme d'Hilferding et de Lénine au *Capitalisme Monopoliste* de Baran et Sweezy ou à la théorie du *Capitalisme Monopoliste d'État* du Parti Communiste Français ou aux thèses de la *Régulation Monopoliste* de l'école de la Régulation. Toutes ces analyses sont en fait influencées, même si elles s'en défendent, par une conception de la concurrence pas très éloignée de la conception dominante. Cette vision est marquée par l'importance donnée à la taille des entreprises et ses conséquences sur la flexibilité des prix, et sous-estime la taille des "capitalistes" et ses conséquences sur la mobilité du capital. Non, l'intensité de la concurrence n'a pas diminué, et les monopoles ne sont ni le symptôme, ni la cause de la crise.

Le deuxième exemple que l'on veut évoquer ici de la nécessité de construire des alternatives à l'économie dominante est celui des tendances historiques et de l'histoire économique. C'est un besoin qui est perçu dans les cercles hétérodoxes. Il existe aux États-Unis un ensemble d'économistes marxistes qui ont contribué à l'histoire quantitative de leur économie, depuis les premiers travaux sur le mouvement historique du taux de profit, jusqu'aux recherches récentes.<sup>4</sup> C'est aussi le principal mérite de l'école de la Régulation que d'avoir initié un vaste ensemble de recherches historiques.

Du point de vue relativement étroit de la modélisation du changement technique, il faut réaliser que les voies tracées par l'orthodoxie ne sont pas des chemins inévitables. Ceci est également vrai du modèle traditionnel de la fonction de production que de sa remise au goût du jour au sein de la théorie de la *croissance endogène*. Dans divers travaux (G. Duménil, D. Lévy, "Complexity and Stylization: An Evolutionary Model of Technical Change in the US Economy", in R. Delorme, K. Dopfer (éds.), *The Political Economy of Diversity: Evolutionary Perspectives on Economic Order and Disorder*, Aldershot: Edward Elgar, 1994, p. 229-251 et "A Stochastic Model of Technical Change, Application to the US Economy (1869-1989)", *Metroeconomica*, XLVI (1995) p. 213-245), nous avons proposé un cadre d'inspiration évolutionniste, dans lequel les innovations sont représentées par un processus stochastique et sélectionnées selon leur rentabilité. Ce modèle permet de rendre compte simplement des principales configurations historiques observables.

D'un point de vue empirique, on peut noter que les trois phases dans le profil du taux de profit qu'on a décrites (décroissant au cours des dernières décennies du XIX<sup>ième</sup> siècle, croissant dans la première moitié du XX<sup>ième</sup> siècle et décroissant dans la seconde) sont également observables dans le mouvement des autres variables caractéristiques du changement technique et de la répartition (productivités du travail et du capital, composition du capital, salaire). Cette périodisation affecte en fait toutes les variables.<sup>5</sup> Notre interprétation de la spécificité des mouvements observés au cours de la première moitié du XX<sup>ième</sup> siècle est qu'ils sont liés à une révolution de la gestion, dite "révolution managériale", qui toucha tous les aspects de l'entreprise, qu'il s'agisse de la production, de la commercialisation, de la recherche, de la gestion des stocks et de la trésorerie, ou, surtout, de l'organisation de l'atelier et de la technique. C'est principalement à ce dernier niveau qu'on peut localiser l'origine des renversements de tendance.

4. Voir, par exemple, le livre édité par Fred Moseley et Richard Wolff (*International Perspectives on Profitability and Accumulation*, Aldershot: Edward Elgar, 1992).

5. Exception faite de la part des profits qui demeure assez constante.

L'exemple le plus connu de cette réorganisation de la production et de la transformation corrélative de la technique est la chaîne de montage. La machine a été conçue directement afin de garantir son utilisation continue et intense par les travailleurs ; il serait même peut-être plus juste d'affirmer qu'elle "utilise" le travail en continu, et en "consomme" une grande masse. Elle améliore grandement la productivité du travail, mais n'augmente pas, ou peu, le rapport capital-travail. Possédant tous les dehors de la mécanisation, elle échappe à son trait caractéristique traditionnel, l'"alourdissement" en capital.

La fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> correspondent à deux "paradigmes socio-économiques" distincts, l'un hérité de la révolution industrielle et l'autre typique d'un capitalisme managérial, dans lequel une économie radicale de capital a été réalisée grâce à une réorganisation complète de l'entreprise. Cependant, les cours du changement technique qui s'affirment dans ces deux périodes et, plus généralement, les relations entre les principales variables, sont similaires. Ce qui donne son caractère exceptionnel à la période intermédiaire (notamment la hausse du taux de profit), c'est qu'elle représente une période de transition entre les deux paradigmes, et non qu'elle manifeste les propriétés du paradigme managérial. Ceci rend compte de son caractère transitoire et du fait que les lois du capitalisme soient à nouveau à l'œuvre au cours de la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, maintenant que la transition a été opérée.

L'enjeu de ce retour à la notion de loi tendancielle est considérable. Il permet d'aborder de manière tout à fait originale l'interprétation des grandes crises structurelles des deux fins de siècles (et de la crise de 1929) et de leurs manifestations : intensité des fluctuations conjoncturelles, chômage structurel, inflation structurelle, ralentissement de la croissance de la productivité du travail et de celle du salaire réel, déficits, etc. Au cœur de la crise contemporaine se trouve la chute du taux de profit. Bien qu'il s'agisse fondamentalement d'une inflexion lente et progressive de sa tendance, cette baisse s'est manifestée assez brutalement à la fin des années soixante. Montrer plus précisément les relations qui existent entre la rentabilité réduite des firmes et le cortège des maux qu'on vient d'évoquer dépasserait cependant le cadre de cette étude.

Ces profils historiques reflètent les mutations qualitatives des rapports de production, qui nous entraînent d'une étape à l'autre du mode de production capitaliste. Sur ce thème, comme sur celui de la microéconomie, la combinaison d'approches théoriques et empiriques permet de construire des alternatives à l'économie dominante. L'abandon d'un point de vue apologétique ouvre la voie vers un renouvellement des interprétations. Pourtant, ces analyses ne convergent pas nécessairement vers les thèses marxistes traditionnelles et ne mettent pas à l'ordre du jour un bouleversement révolutionnaire des rapports de production sous la conduite du prolétariat. La crise structurelle présente, qui accompagne la baisse du taux de profit, n'est pas la crise ultime, et le système recèle encore, à n'en pas douter, une forte capacité à se réformer.

### 3 - UNE ALTERNATIVE MARXISTE ?

On se demandera donc naturellement au terme de cette brève discussion des alternatives à l'économie dominante si, au-delà des recommandations de politique économique qui définissent le programme du keynésianisme ou des politiques industrielles

que suggèrent certaines analyses hétérodoxes du changement technique, la seule réponse qu'on puisse lui opposer est *marxiste*. Marx ayant “digéré” et poussé à leur terme ce qui faisait l'essentiel des analyses de Smith et Ricardo, les seuls qui échappent à l'épithète de “vulgaire” selon ses critères, peut-on reformuler une théorie économique alternative, indépendamment de l'héritage de Marx ? En d'autres termes, l'hétérodoxie est-elle vouée au marxisme ?

Il est facile de se convaincre que la microéconomie de déséquilibre qu'on a évoquée vient en droite ligne de l'analyse que Marx donna des mécanismes concurrentiels. Il s'agit là d'un domaine de la théorie économique dans lequel l'inspiration de Marx est pleinement classique, et aucune coupure n'est observable à ce point de vue. La thèse de la stabilité en proportions est également centrale dans l'analyse de Marx, et c'est un point sur lequel il est plus clair que Ricardo. L'objection la plus répandue chez les hétérodoxes a trait au caractère obsolète de la théorie classique de la concurrence. Marx et les Classiques auraient décrit et théorisé un stade *concurrentiel* du capitalisme dans lequel de petites entreprises, possédées par d'également petits propriétaires, s'affrontaient sur les marchés. La théorie de la tendance à l'égalisation des taux de profit serait inséparable de ce cadre institutionnel. A ce premier stade aurait succédé un stade *monopoliste*, où de grandes entreprises règnent sur les marchés, et sont supposées y imposer leur loi.

Ces objections sont mal dirigées. Au cœur de l'analyse de la concurrence des Classiques et de Marx se trouvent le capital et la notion de mobilité du capital guidée par les écarts de rentabilité entre ses différents emplois. Cette analyse perdrait sa valeur explicative si cette mobilité disparaissait. Il est cependant clair que le cadre qui se met en place au tournant du siècle, et notamment les nouvelles structures financières qui voient le jour, ne sont pas synonymes d'immobilité du capital (d'auto-financement). A l'inverse, le sens de ces innovations est celui de la mise en place d'un formidable système de collecte des capitaux, de détection des opportunités de profit et de capacité à investir des sommes colossales dans les secteurs où les opportunités de profit sont attrayantes. La mobilité du capital n'en sort pas diminuée, mais *renforcée*. De ce point de vue, il faut se garder de la faute qui consiste à n'identifier qu'une seule facette de ce processus, et ne conserver que l'image de la *grande entreprise* et oublier le *grand capitaliste*. Un second degré dans cette erreur, consiste à ne plus voir que les cadres salariés des grandes entreprises, négliger complètement le capital et prêter à ces gestionnaires de nouveaux objectifs en termes de croissance, de parts de marché, et non plus de profit, etc.

Le capitalisme moderne est un système de grandes entreprises, financées par de grands groupes et des banques, gérés, les uns comme les autres, par des états-majors salariés. L'efficacité de ce dispositif institutionnel est double, d'une part, en matière de gestion de la firme proprement dite et, d'autre part, en matière financière. L'analyse de la concurrence et des prix de production des Classiques et de Marx garde toute sa valeur explicative vis-à-vis de ce système dans lequel les firmes s'affrontent vigoureusement sur les marchés nationaux et internationaux, et les grands groupes financiers se disputent les opportunités de profit. La théorie de la concurrence des Classiques et de Marx n'a rien perdu de sa pertinence factuelle, bien au contraire. L'économie qui émerge de la révolution managériale est *concurrentielle*, et les taux de profit moyens des branches tendent toujours à graviter autour d'une valeur commune. En quelques mots, la “loi fondamentale de la concurrence capitaliste”, selon l'expression de Marx, y règne toujours.

Peut-on échapper à ce cadre théorique ? Indépendamment des options néoclassiques, qu'on laissera de côté ici, la seule voie envisageable semble celle du *kaleckisme*. Les firmes, selon leur pouvoir sur le marché, déterminent leurs prix en ajoutant des marges à leurs coûts. Cette théorie commande celle de la répartition, car ces marges sont supposées réalisées — ce qui signifie que les degrés de la concurrence déterminent le salaire réel. Cette théorie oublie, en premier lieu, le capital et le capitaliste, des acteurs pourtant essentiels du capitalisme ! A partir du moment où le capitaliste — les institutions que recouvre ce terme — entrent en jeu, la mobilité du capital revient au cœur de l'analyse, et c'est elle qui détermine les degrés de la concurrence, qu'on n'a pas le droit de supposer constants dans le long terme. En second lieu, elles sous-estime considérablement la complexité de la détermination sociale et historique du salaire.

On a expliqué que le profil historique du taux de profit ne reflète pas une tendance historique à la baisse, mais trois phases distinctes, et on a interprété l'étape intermédiaire comme un épisode de transition entre deux stades, consécutif à une révolution managériale. Dans l'interprétation de ces phénomènes et de cette périodisation, l'outillage des concepts et lois marxistes est très utile. Il permet de reconnaître les caractères à la *Marx* de la première et troisième périodes et nous met, du même coup, sur la piste d'une interprétation de la période intermédiaire. L'analyse marxiste des tendances du capitalisme mettant l'accent sur le lien entre le progrès de la productivité et l'accroissement du caractère capitalistique de la technique, le diagnostic porté sur le renversement temporaire des tendances pointe très naturellement vers la négation de ces caractères, dont la révolution managériale fut temporairement porteuse.

La thèse marxiste d'un *système de tendances historiques*, au centre duquel se trouve la tendance à la baisse du taux de profit, est déconcertante, car elle se situe à la limite de la représentation intuitive et de la déduction logique. D'un point de vue purement descriptif, la vision que Marx développa du système des tendances — hausse de la productivité du travail, de la composition technique, du taux de la plus-value et baisse du taux de profit (et quelques autres tendances) — est très pertinente. Mais on sait que les mécanismes par lesquels Marx tenta de résoudre le paradoxe qui veut que la maximisation du taux de profit par les entreprises entraîne sa baisse, ne sont pas convaincants.<sup>6</sup> Cette analyse souffre du refus par Marx de considérer le mouvement du salaire réel et de sa décision de s'en tenir au taux de la plus-value. Cette difficulté à concevoir théoriquement ce que Marx a si bien décrit ne doit pas nous conduire à nous priver de l'outil qu'il nous a légué.

C'est à un niveau encore supérieur de l'analyse que les différentes pièces du puzzle se raccordent véritablement. Ce niveau nous rapproche de ce qu'il est convenu d'appeler le *matérialisme historique*. Faut-il rappeler que le matérialisme historique n'est pas la somme arithmétique de la matière et de l'histoire<sup>7</sup>, mais la théorie de la succession des modes de production, qui articule les modalités de l'"organisation" sociale de la production à une structure de classes, et se prolonge dans une théorie de l'État. Le schéma analytique que nous livre le marxisme relie les tendances historiques à ces mutations des rapports de production et des classes. C'est là l'héritage le plus important du marxisme. Ce que nous voyons dans plus d'un siècle d'économie américaine (mais s'étend, bien entendu, à d'autres pays) est, à nos yeux, une illustration extrêmement convaincante de la puissance explicative de ce dispositif théorique.

6. Comme l'a montré le célèbre théorème d'Okishio ("Technical Change and the Rate of Profit", *Kobe University Economic Review*, VII (1961) p. 86-99).

7. Voir le numéro 12 d'*Actuel Marx*, intitulé, *l'Écologie, ce matérialisme historique*.

Les tendances à l'œuvre à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle n'ont pas donné naissance à la société sans classe tant espérée par le mouvement ouvrier et à la conquête de laquelle il était parti, mais elles ont produit une mutation des rapports de production à l'intérieur de la société capitaliste. Cette mutation, initiée dans la crise de la fin du siècle, a provisoirement masqué les tendances sous-jacentes du système, qui se sont réaffirmées de manière plus transparente depuis les années soixante. La crise dans laquelle nous vivons désormais exprime la nécessité de la venue au monde d'une mutation similaire.

Ceux des hétérodoxes qui continuent à s'intéresser à l'histoire, tout en se tenant à distance du marxisme, perdent nécessairement de vue le fait que l'histoire a un sens. Leur abandon du concept de tendance historique en est la toute première expression. Ils substituent à cette notion, celle de cycles longs ou d'une succession de configurations institutionnelles dites "régulations". Prenant leur distance vis-à-vis de l'orthodoxie, ils ne font que la moitié du chemin.

Un troisième lieu de questionnement de la pertinence du marxisme vis-à-vis du capitalisme contemporain est celui de la structure de classe de nos sociétés. On connaît les fameuses affirmations du début du *Manifeste*, où Marx évoque une simplification des antagonismes dans le capitalisme : de plus en plus, la contradiction *capitalistes-prolétaires* envahirait l'ensemble de la structure sociale. Dès la fin du siècle apparaissaient pourtant de nouveaux groupes salariés, plus ou moins haut placés dans la hiérarchie. Ces "nouvelles classes moyennes" n'ont cessé de poser des problèmes au sein du marxisme. Nouvelle petite bourgeoisie, nouveaux prolétaires, ils trouvent mal leur place dans les deux boîtes où on prétend les ranger. Hors du marxisme, leur développement numérique fournit un argument simple et convaincant de la dissolution des antagonismes sociaux au profit d'un *continuum* salarial.

Déjà, dans *Le Capital*, Marx avait analysé les transformations qui culminèrent dans la grande entreprise moderne. La séparation de la propriété et de la gestion définit un premier aspect de cette évolution. Les fonctions capitalistes sont prises en charge par un individu, le capitaliste actif, alors que l'avance du capital est assurée par un groupe plus vaste de possesseurs de capitaux, que Marx tend à caractériser comme de simples *prêteurs*. Sur cette base s'élabore une seconde métamorphose, le transfert des fonctions du capitaliste actif, comme organisateur et détenteur de l'autorité, vers des groupes de cadres et d'employés salariés (G. Duménil, *La position de classe des cadres et employés. La fonction capitaliste parcellaire*, Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble, 1975 et G. Duménil, D. Lévy, "The Emergence and Functions of Managerial and Clerical Personnel in Marx's Capital", in N. Garston (éd.), *Bureaucracy : Three Paradigms*, Boston : Kluwer Academic, 1994, p. 61-81).

Cette analyse se relie de manière assez complexe à la distinction entre travailleurs productifs et improductifs, qui est un des éléments de base de la théorie de la valorisation du capital (de l'extraction de la plus-value). Mais la position de ces nouveaux groupes demeure toujours ambiguë. En tant que gestionnaires, ils assument collectivement ces fonctions capitalistes, ce qui les éloigne des producteurs. En tant que salariés, ils sont les agents du "capital", ce qui les rapproche des autres travailleurs. En second lieu, la pyramide est si haute—des employés subalternes aux cadres dirigeants—qu'il est difficile de ne pas vouloir tracer de frontières intermédiaires.

Aussi longtemps que ces groupes purent être traités comme une excroissance curieuse, la question de leur position de classe resta au second plan. L'importance considérable qu'ils prirent progressivement, combinée à l'accroissement des employés du secteur public dont ils sont parents, rendit de plus en plus regrettable cette lacune de

l'analyse. Dans cette controverse, ces groupes se virent conférer toutes les positions qu'autorisait une combinatoire simple. Considérés globalement ils ont été traités alternativement comme de nouveaux prolétaires ou de nouveaux petits bourgeois. Divisés, la frontière a souvent été placée assez haut dans la hiérarchie en regroupant les cadres dirigeants et les capitalistes.

La clef de l'interprétation de cette nébuleuse et de sa dynamique historique passe, à notre avis, par la reconnaissance de l'émergence d'une nouvelle contradiction de classe qui traverse ces groupes. Depuis les premiers stades de ces transformations, le transfert des tâches capitalistes à ces groupes salariés s'est opéré de manière antagonique, concentrant les tâches "nobles" au sommet de la hiérarchie et les tâches d'exécution à sa base, selon une division qui n'est pas purement fonctionnelle, mais sociale et politique. Elle est assez bien traduite par la formule d'usage courant *cadres et employés*. La complexité de la structure de classe de nos sociétés provient de la superposition des deux contradictions : l'opposition traditionnelle entre capitalistes et prolétaires, d'une part, et l'opposition au sein des nouveaux groupes, d'autre part. C'est sur cette base que peuvent se comprendre les divers regroupements et séparations sous-jacents à nos représentations et aux analyses théoriques.

Au total, nous répondrons évidemment par l'affirmative aux interrogations concernant l'importance de la référence au marxisme dans la construction d'une théorie alternative à l'économie dominante — une hétérodoxie. En premier lieu, un ensemble d'analyses tout à fait spécifiques nous donnent les clefs de la compréhension d'aspects essentiels du capitalisme contemporain : on a mentionné une théorie de la concurrence et une théorie des tendances historiques de la technique et de la répartition, ainsi que l'analyse du rôle économique de l'État. Ces théories peuvent être l'objet d'élaborations, de formalisations et servir de support à des travaux empiriques. De ce point de vue, il s'agit de se réapproprier les fondements et se mettre au travail. Dans d'autres domaines, le retour aux sources du marxisme revêt un aspect plus "méthodologique", qui lui permet de déborder radicalement le programme de l'économie dominante, vers les territoires qu'elle n'abordera jamais. Il s'agit de se ressaisir des principes fondamentaux de la dialectique et du matérialisme historique, et de s'en servir dans l'analyse de l'histoire et de l'état contemporain du capitalisme mondial. Il faut saisir, à la fois, le contenu — les multiples facettes et l'unité — et la dynamique historique de ces transformations. Dans cette tâche ambitieuse, l'héritage du marxisme est certainement crucial, inévitable peut-être !